

REPUBLIQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

18 septembre 2024

PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE :

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE S'EST ENTRETENU AVEC LE CHEF DU BUREAU DE L'UNOWAS



Le chef de l'Etat (au fond) s'entretient avec la délégation

développement économique et social liés à la paix et à la sécurité.

M. Santos Simão a abordé avec le chef de l'État, les questions relatives à la paix, la sécurité et au développement au Togo, dans la sous-région ouest africaine, et au Sahel.

« C'est une visite d'accompagnement de la situation politique, économique et sociale et sécuritaire du pays. Son Excellence Monsieur le Président de la République a expliqué tous les efforts qui sont en cours pour assurer le développement et maintenir la sécurité du pays et de la région. J'ai salué les efforts faits pour la préservation de la paix et la stabilité au Togo et dans la région », a-t-il déclaré.

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies a félicité le président de la République pour sa politique de paix et les efforts qu'il déploie en vue de renforcer la stabilité dans la sous-région. Il a réaffirmé l'engagement des Nations unies à soutenir davantage la diplomatie du chef de l'État orientée vers la consolidation de la paix, la prévention et la résolution des conflits.

Lomé, 18 sept. (ATOP)- Le président de la République, Faure Gnassingbé s'est entretenu le mardi 17 septembre avec le secrétaire général adjoint des Nations unies, représentant spécial du secrétaire général et chef du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS), Leonardo Santos Simão, en visite de travail au Togo.

Ce déplacement s'inscrit dans les échanges réguliers entre l'UNOWAS et les Etats en vue de relever les défis de

Les Nations unies collaborent étroitement avec le Togo pour le maintien de la paix en Afrique et dans le monde. Le Togo abrite le Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC) et le Centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix (CEOMP).

Créé en 2002 à la suite d'une demande adressée au Conseil de sécurité, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) est une mission politique des Nations unies chargée de la diplomatie préventive, des bons offices et des efforts de médiation et de facilitation politiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

ATOP/AJA/Service de communication de la présidence

ECHOS DE LA CAPITALE

30^E ANNIVERSAIRE DE L'UEMOA :

UNE CONFERENCE DE PRESSE SUR LES ACQUIS DE L'UNION PRELUDE LA CELEBRATION AU TOGO

Lomé, 18 sept. (ATOP)-Le Bureau de représentation de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) au Togo a organisé, le mardi 17 septembre à Lomé, une conférence de presse sur les acquis de l'Union en prélude au 30^{ème} anniversaire de l'UEMOA prévue le mercredi 18 septembre. Cet anniversaire est placé sous le thème « **UEMOA, 30 ans : une expérience d'intégration résiliente face aux chocs exogènes** ».



Mme Lo Paye (milieu) s'adressant...



...aux journalistes

Cette rencontre avec la presse a été l'occasion pour le Représentant résident de l'UEMOA au Togo, Mme Aminata Lo Paye d'échanger avec les journalistes sur les réalisations de l'UEMOA au Togo ainsi que les perspectives d'approfondissement de l'intégration régionale en lien avec la Vision 2040 de l'Union.

« En prélude à la commémoration des 30 ans d'existence de l'UEMOA, nous avons tenu à échanger aujourd'hui avec les journalistes parce que demain sera une fête et peut-être on n'aura pas l'occasion de discuter. Et donc, nous avons pensé faire avec la presse togolaise une évaluation sur les acquis de l'UEMOA durant les 3 décennies de notre existence au Togo », a indiqué Mme Lo Paye.

Le représentant résident a relevé que l'UEMOA, compte tenu de ses missions comme l'organe exécutif, a largement contribué à la convergence macroéconomique des économies de l'union. Elle a aussi initié un certain nombre de projets et programmes pour contribuer efficacement au développement économique de l'espace et booter le com-

merce intracommunautaire à travers la libre circulation des personnes, des biens et services au sein de l'union. « Vous savez, l'UEMOA c'est surtout des rapprochements de nos économies pour faire face à notre destin commun. Cent trente et une réformes concernant les différents secteurs ont été initiées et mises en œuvre dans nos différents Etats. Dans cette mise en œuvre, le Togo a 76 %, un chiffre satisfaisant de réalisation de mise en œuvre de nos réformes. Dans le global, nous avons 48 projets et programmes qui ont été initiés et réalisés au Togo », a-t-elle confié.

Parlant des domaines d'intervention, Mme Lo Paye a cité les infrastructures surtout qui facilitent la libre circulation et les postes de contrôle juxtaposés. « Tout ça c'est dans le commerce régional, mais aussi, nous intervenons dans les secteurs comme l'agriculture. Nous avons aussi des projets qui touchent l'énergie et l'énergie solaire notamment. Nous avons des projets qui concernent le développement des industries et pratiquement tous les domaines ont été abordés », a-t-elle poursuivi.

S'agissant des perspectives qui sont en cours de réflexion, elle a souligné qu'elles vont toucher les grands défis comme des questions de l'emploi des jeunes. « C'est l'une des priorités de l'Union aujourd'hui mais, nous avons aussi la mise en place du fonds de stabilisation qui va permettre à nos économies de pouvoir être résilientes face aux crises exogènes », a conclu le représentant résident.

L'UEMOA est créée par les chefs d'Etats de l'Afrique de l'ouest réunis à Dakar au Sénégal le 10 janvier 1994. Le but est d'avoir un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire. Il s'agit également pour les chefs d'Etats d'alors, d'œuvrer pour un développement harmonieux de l'espace ouest africains et une intégration permettant d'éliminer toutes les barrières à l'atteinte des objectifs visés par l'Union.

ATOP/TD/DHK

NOUVELLES DES PREFECTURES

LE CHEF DE L'ÉTAT FAIT DON DE FOURNITURES SCOLAIRES AUX ELEVES DEMUNIS DE WAWA

Badou, 18 sept. (ATOP)- Le chef de l'État, Faure Gnassingbé a fait don de fournitures scolaires aux élèves démunis et orphelins des 3 communes de la préfecture de Wawa, le mercredi 18 septembre à Badou.

Le don est composé de 2500 cahiers de 100 pages, de 100 boîtes de craies blanches et de couleurs, de 800 stylos rouge et bleu, de 400 ardoises, et de 400 ensembles géométriques.

Le secrétaire préfectoral du parti UNIR, Agbo Koudjo a rendu hommage au chef de l'État Faure Gnassingbé, pour ce geste qui vient reconforter les enfants indigents des communes Wawa 1, 2 et 3. Il a promis de veiller pour que tous les élèves nécessiteux, orphelins et démunis des différentes communes bénéficient de ce don. Il a indiqué que

son bureau prendra toutes les dispositions pour convoier ces fournitures scolaires à qui de droit.



Remise symbolique du don au SP UNIR WAWA Par le préfet



Vue partielle de don

Le préfet de Wawa, Soménu Atsu Yinassè, a rappelé que le chef de l'État Faure Gnassingbé se soucie chaque jour de l'éducation des Togolais et surtout des enfants démunis.

ATOP/PM/TJ

BLITTA/EDUCATION :

LE CHEF DE L'ETAT ASSURE LA RENTRÉE SCOLAIRE AUX ENFANTS NÉCESSITEUX

Blitta-gare, 18 sept. (ATOP) – Le secrétaire préfectoral du parti Union pour la République (UNIR), Mawéfaya Tomdoua a remis, le mardi 17 septembre à Blitta-gare, des fournitures scolaires, don du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, aux élèves nécessiteux de la préfecture de Blitta.



Vue partielle du don



Le maire de Blitta 3 (à droite) reçoit le don des mains de M. Mawéfaya

Le don est composé de cartons de cahiers, boîtes de craie, ardoises, paquets de stylos et de cartons d'ensembles géométriques. Il a pour but de faciliter la rentrée scolaire aux enfants en situation difficile, afin qu'ils accèdent à l'éducation au même titre que leurs camarades mieux nantis. Il est aussi question d'alléger les peines des parents qui éprouvent des difficultés à acheter les articles scolaires à leurs enfants.

Le don est remis par le secrétaire préfectoral du parti UNIR, Mawéfaya Tomdoua aux maires des trois communes de la préfecture. Ceux-ci se chargeront de les distribuer aux bénéficiaires dans leurs localités respectives.

M. Mawéfaya a indiqué qu'il est important d'accompagner les enfants vulnérables pour les inciter à aller à l'école, afin d'éradiquer l'abandon des classes dû au manque de moyens. « Ce geste du chef de l'Etat va permettre aux enfants vulnérables des trois

communes de la préfecture de Blitta d'effectuer la rentrée scolaire dans la sérénité », a-t-il laissé entendre.

Le préfet de Blitta, Batossa Boukari a remercié le président de la République, Faure Gnassingbé pour les efforts sans cesse déployés pour le bien-être des enfants nécessiteux en général et particulièrement ceux de sa localité.

La cérémonie de remise s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires. ATOP/SF/MEK/SED

HAHO/ RENTREE SCOLAIRE:

**DES KITS SCOLAIRES AUX MEILLEURS ELEVES
DU LYCEE D'AMAKPAVE**

Notsè, 18 sept. (ATOP) – Les meilleurs élèves du lycée d'Amakpavé dans la commune Haho 1 ont reçu des kits scolaires le mardi 17 septembre.



Vue partielle des bénéficiaires



Les bénéficiaires posant avec les autorités du lycée

Le don est composé des cahiers, stylos, ensembles géométrie, règles, et des crayons de couleurs. Ce geste est à l'actif du député Selom Klassou en collaboration avec les cadres natifs d'Amakpavé. Il vise à soutenir les bénéficiaires et à promouvoir la culture de l'excellence en milieu scolaire. Il est question aussi d'encourager l'éducation de la jeune fille et de créer une émulation pour un meilleur rendement.

Le porte-parole des natifs d'Amakpavé, Dr Koussetou Makonawoé, a déclaré que par cette action, les natifs de la localité entendent contribuer à l'éducation de la jeune fille et soutenir la culture de l'excellence. Il a encouragé ces élèves à remercier les partenaires en maintenant le cap et à lutter contre les grossesses précoces en milieu scolaire.

Le proviseur du lycée d'Amakpavé, Hounkpati Kokouvi a exprimé sa gratitude aux donateurs qui accompagnent le gouvernement dans sa politique de lutte contre la déscolarisation de la jeune fille, les abus sexuels et les violences en milieu scolaire. Il a promis de suivre et veiller au respect du système éducatif pour un bon rendement à la fin de l'année.

Le lycée d'Amakpavé dans la commune Haho 1 est nouvellement créé. Il comprend les classes de sixième en seconde avec un effectif moyen de 50 élèves par classe. ATOP/YM/GMM

TONE / RENTREE SCOLAIRE 2024-2025:

**LES EMISSAIRES DU GOUVERNEMENT S'ASSURENT DE LA REPRISE DES
CLASSES DANS LES SAVANES**

Dapaong, 18 sept. (ATOP) – Une délégation ministérielle a effectué, le mardi 17 septembre, une tournée dans certains établissements scolaires de la région des Savanes pour s'assurer de la reprise des classes.

La délégation ministérielle est composée du ministre du Désenclavement et des Pistes rurales, Bouraïma Kanfitine Tchedé-Issa et son collègue de l'Economie maritime et de la Protection côtière, Richard Gbalgueboa Kangben ainsi que le directeur régional de l'éducation des Savanes, Bograh Badjaglana Fontouou. La délégation s'est rendue au lycée Kombonloaga dans la commune Tône 1 pour constater l'effectivité de la reprise des classes. Avant l'étape de Dapaong, la délégation s'était déjà rendue tôt le matin au lycée de Cinkassé et à l'EPP Kpalbiaga.



Le ministre Kangbéni s'entretenant avec les apprenants du lycée Kombonloaga



Vue du bâtiment réceptionné

Dans tous les établissements scolaires parcourus, les émissaires du gouvernement se sont réjouis de la présence des enseignants et élèves. Les ministres Tchedé-Issa et Kangbeni ont rappelé au monde scolaire, les efforts consentis par le gouvernement dans le secteur de l'éducation. Ils ont attiré l'attention de tous les acteurs sur le faible taux de réussite aux différents examens que le pays a connu l'année précédente puis insisté sur le respect scrupuleux de la décision du gouvernement interdisant l'utilisation du téléphone portable à l'école.

Les membres du gouvernement ont prodigué assez de conseils aux élèves pour la réussite et invité les apprenants au respect des parents et enseignants, à la discipline et au travail bien fait tout en souhaitant une émulation entre les filles et les garçons. Les ministres n'ont pas manqué de féliciter les enseignants pour le travail qu'ils abattent quotidiennement pour que les citoyens de demain soit bien formé malgré le contexte sécuritaire qui prévaut dans la région.



Le ministre Tchedé-Issa arrose son plant mis en terre

En marge de cette tournée, les ministres ont procédé à l'EPP Kpalbiaga à la remise des clefs de deux bâtiments scolaires, l'un construit par le projet de cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (COSO) et l'autre par le Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation de Base (PAQEED). Au lycée de Cinkassé, les deux ministres ont lancé officiellement le projet rentrée verte en mettant en terre un fromager (kapokier) et un khaya senegalensis.

La délégation ministérielle continue son périple vers le grand Kpendjal pour la même cause.

ATOP/BBG/AJA

EDUCATION :**LES MINISTRES OURO-SAMA ET FOFANA S'ASSURENT DE LA REPRISE EFFECTIVE DES CLASSES A TCHAMBA**

Le ministre Fofana s'adresse aux élèves du complexe Jean Paul II

Tchamba, 18 sept. (ATOP) – Les ministres délégués chargé de la Sécurité, et du Développement à la base, Mohamed Ouro-Sama et Abdoul-Fad Fofana, en tournée dans la région Centrale dans le cadre de la rentrée scolaire, se sont rendus dans la préfecture de Tchamba le mardi 17 septembre.

Cette descente sur le terrain leur a permis de constater la reprise effective des cours et de donner des conseils aux apprenants. C'est également l'occasion pour

eux de donner des directives aux encadreurs et enseignants pour que l'année académique soit couronnée de succès.

Accompagnés des autorités locales, les émissaires du gouvernement ont visité le lycée Tchamba, le complexe scolaire catholique Jean Paul II, le CEG Tchamba ville 2, et l'EPP Centrale.

A chaque étape, les ministres ont souhaité une bonne rentrée scolaire aux élèves, en leur rappelant toutes les dispositions prises par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et le gouvernement pour leur assurer une éducation de qualité. Ils les ont exhortés à faire preuve de discipline et de rigueur, et à travailler sans relâche pour réussir brillamment aux différentes évaluations de fin d'année.

Les ministres Ouro-Sama et Fofana, ont invité tous les acteurs impliqués dans l'éducation de la jeunesse, à donner le meilleur d'eux-mêmes dans l'encadrement des jeunes, afin d'assurer une bonne relève pour le pays.

Les membres du gouvernement ont bouclé la tournée en remettant officiellement les mobiliers et manuels scolaires offerts par le gouvernement à l'Inspection des enseignements préscolaire et primaire (IEPP) Tchamba ouest. Le don est composé de 90 tables bancs pour les Ecoles primaires publiques (EPP), 110 kits scolaires pour les Jardins d'enfants publics (JEP), 123 manuels, guides mathématiques, de langue et communication pour les classes de CE1 et CE2, 401 modules de formation pour les CE1 et CE2, et 5838 manuels d'écriture pour le CP1.

La veille, les deux ministres avaient sillonné certains établissements des préfectures de Tchaoudjo, Blitta et Sotouboua pour constater également le bon démarrage de la rentrée scolaire.

ATOP/JK/MEK

VO/RENTREE SCOLAIRE :**L'AE-CC-LYVO OFFRE DES TABLES-BANCS AU LYCEE VOGAN 1**

Vogan, 18 sept. (ATOP) – L'association des Anciens élèves du cours complémentaire du lycée de Vogan (AE-CC-LYVO) a fait don de 100 tables-bancs au Lycée de Vogan 1 dans la commune Vo 1, le mardi 17 septembre.

D'un coût total de 1.540.000F, cette action vise à appuyer cet établissement scolaire et permettre aux élèves et enseignants d'étudier dans de bonnes conditions. A travers ce geste, les anciens élèves, tous admis à la retraite, entendent motiver les

apprenants à se mettre résolument au travail dès le début de cette année scolaire 2024-2025 en vue de garantir un bon résultat.



Remise symbolique du don au proviseur et au président de l'association des parents d'élèves de l'établissement (à gauche)



Vue partielle du don

Le préfet de Vo, Leguèdè Kokou Jérôme et le proviseur du lycée de Vogon 1, Quenum Biyo et le président de l'Association des parents d'élèves du lycée Vogon 1, Agboyibo Kokou Agbénigan Emmanuel ont salué cette initiative de l'association qui permet de décongestionner les salles de classe et d'accompagner les efforts du gouvernement dans l'amélioration du système éducatif togolais. Ils ont exprimé leur gratitude au donateur et promis de faire un bon usage du don.

Le président de l'AE-CC-LYVO, Degué André a exhorté les élèves à se mettre au travail afin d'être des modèles et des cadres de demain. Il les a invités à profiter des atouts que l'établissement leur offre pour bien travailler et leur emboîter le pas.

La porte-parole des élèves, Mlle Akoutsou Yawa Egnovi Cécile, a remercié leurs aînés pour ce cadeau qu'ils viennent de leur offrir et pour tous les actes qu'ils ont posé à leur égard par le passé. Elle a promis de travailler et d'exceller chaque jour pour les encourager. ATOP/AKS/TGB

CINKASSE/EDUCATION :

LE GOUVERNEMENT APPUIE LES ELEVES DEMUNIS ET DEPLACES EN KITS SCOLAIRES

Cinkassé, 18 sept. (ATOP) - Le préfet de Cinkasse, Lt-col Yanani Tiekabe a remis, le dimanche 15 septembre au lycée de Cinkassé, des kits scolaires, offerts par le gouvernement, à 70 élèves démunis et déplacés du primaire et du secondaire des deux communes de la préfecture.

Les kits scolaires sont composés de cahiers de 100 et 200 pages, d'ensemble géométriques, d'ardoises, de bics et de crayons. Il s'agit, selon le gouvernement à travers le ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'Alphabétisation, de permettre à ces élèves nécessiteux d'effectuer la rentrée scolaire 2024-2025 dans de bonnes conditions.

Pour le représentant du pouvoir central de Cinkasse, le geste du gouvernement s'inscrit dans la politique d'éducation inclusive prônée par le chef de l'Etat. Il a invité les parents d'élèves, enseignants et élèves à s'investir pour que la rentrée scolaire 2024-2025 soit une réussite.



Les bénéficiaires avec les autorités

La cérémonie de remise s'est déroulée en présence de la directrice préfectorale de l'Action sociale de Cinkasse, Mme Tchonda Essossina ainsi que des responsables des établissements scolaires bénéficiaires.
ATOP/BB/DHK

LACS :

LES NOUVEAUX BUREAUX DE LA MAIRIE DE LA COMMUNE LACS 4 INAUGURES A ANFOIN

Aného, 18 sept. (ATOP)- Le nouveau bâtiment abritant les bureaux de la mairie de la commune des Lacs 4 a été inauguré le dimanche 15 septembre à Anfoin.



Le nouveau bâtiment de la mairie Lacs4



Coupure symbolique du ruban

Construite sur une superficie de 2.400m², cette bâtisse comprend 13 bureaux, une grande salle de délibération et des sanitaires. Il y a également un espace vert, un parking et une vaste cours bien aménagée. Le bâtiment est doté d'électricité et d'un forage.

La réalisation de ces infrastructures a été possible grâce au financement du gouvernement allemand à travers le Programme d'appui à la décentralisation (PAD) exécuté par le service allemand de coopération. L'objectif est d'offrir aux agents de la mairie et aux conseillers municipaux un cadre décent de travail pour une prestation de qualité aux populations.

Le préfet des Lacs, Bénissan-Tétévi Datè a salué l'excellence des relations de partenariats et de coopération entre l'Allemagne et le Togo qui ont permis la réalisation de cet ouvrage. Il a souligné que la réalisation de ces infrastructures s'inscrit dans la vision du chef de l'Etat déclinée dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025. « La commune Lacs 4, à l'instar des autres communes du Togo, continuera à être le reflet de l'action décentralisée voulue par le chef de l'Etat », a-t-il indiqué.

Les différents intervenants, le député Esther Ayélé Gabiam, le maire de la commune Lacs 4, Michel Folly Kuévidjin et le chef canton de Fiata, porte-parole de la population, Togbé Fafanéva Anénou II, ont réitéré le soutien de la population à la politique de développement et du bien-être du chef de l'Etat et du gouvernement.

La cérémonie d'inauguration a été couplée du pique-nique de « Yaka-yoka » sur le thème « engagement communautaire et le vivre ensemble au service du développement du Grand Anfoin ». ATOP/DK/AJA

WAWA :

LE CHEF DU VILLAGE DE ZOMENOU CONFIRME DANS SES FONCTIONS

Badou, 18 sept. (ATOP) -Le chef du village de Zoméno, Togbui Zoméno Kokouvi Oloulouabega, avec pour nom de trône Olukè Kokouvi Oloulouabega Zoméno II,

a reçu l'arrêté de reconnaissance le confirmant dans ses fonctions le samedi 14 septembre à Zoméno, dans la commune Wawa 2, à 25 km à l'est de Badou.



L'assistante



Le préfet Soménu en blanc remettant l'arrêté au chef ZOMÉNOU II

Le document lui a été remis par le préfet de Wawa, Soménu Atsu Yinassé. Celui-ci a indiqué que le chef de l'État, Faure Gnassingbé accorde une importance particulière aux têtes couronnées au Togo. Il a rappelé à l'impétrant les responsabilités qui lui incombent notamment le maintien de la paix, de l'ordre et la discipline dans le village de Zoméno. Le préfet a invité le récipiendaire à collaborer avec les services publics, privés, les ONG et toute la population. Il a convié la population à soutenir le nouveau chef dans ses fonctions.

Le président des chefs traditionnels de Wawa, Togbui Adjraqu Folly IV, a rendu hommage au chef de l'État qui ne ménage aucun effort pour la chefferie traditionnelle dans le pays. Il a rappelé à la population le mécanisme de désignation du conseil coutumier et du chef de village. « Un chef de village, c'est un conciliateur, rassembleur, il doit être un havre de paix, de justice au quotidien dans ces jugements », a-t-il poursuivi.

Olukè Kokouvi Oloulouabega Zoméno II a rendu hommage au président de la République pour l'importance qu'il accorde à la chefferie traditionnelle dans le pays. Il a remercié tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réussite de cette cérémonie et promis de servir sa population avec abnégation et loyauté pour l'intérêt de tous.

ATOP/PM/FD

NOUVELLES DE L'ETRANGER

LA COOPERATION DE LA CHINE AVEC TOUS LES PAYS AFRICAINS ELEVEE AU NIVEAU STRATEGIQUE

Beijing, 18 sept. (ATOP) - Le directeur général du département d'Afrique au ministère des Affaires étrangères, Du Xiaohui, a, au cours d'une conférence de presse, le lundi 16 septembre, échangé avec les hommes de médias sur la vision stratégique au niveau élevée de la Coopération gagnant- gagnant de la Chine avec tous les pays africains à Beijing, en Chine.

Ce partenariat stratégique vise, à consolider une confiance politique mutuelle, à renforcer la coopération pragmatique et la collaboration internationale mutuellement avantageuse. Il s'agit aussi d'analyser, d'étudier et de concevoir des projets sur l'aide au développement mondial.

Le directeur Du Xiaohui a indiqué que la Chine et l'Afrique veulent approfondir leur relation de coopération. C'est pourquoi, a-t-il dit, la partie chinoise a élevé au rang stratégique la relation diplomatique qu'elle entretient avec tous les pays africains. Il a

affirmé aussi que c'est la première fois qu'un tel partenariat a atteint ce niveau sur un continent, et démontre « l'aspiration commune de plus de 2,8 milliards de Chinois et d'Africains à avancer la main dans la main ». A ce titre, il a précisé que le principe de la diplomatie chinoise, c'est de favoriser « le dialogue et le partenariat et non la confrontation et l'alliance, mais plutôt un partenariat stratégique pour favoriser le progrès de l'humanité dans la paix et dans la sécurité. M. Du Xiaohui a expliqué que ce neuvième Forum de Coopération entre la Chine et l'Afrique (FOCAC) a connu un « succès éclatant » grâce aux efforts conjugués des deux parties, notant qu'aucun pays ne doit être laissé en rade sur la voie de la modernisation. Il a jouté que cette déclaration est conforme à l'engagement indéfectible du parti communiste chinois (PCC) et à l'attachement du comité central du parti autour du président XI Jinping aux relations sino-africaines.



Du Xiaohui (milieu) attentif...



...aux participants

Le directeur a relevé les dix nouvelles actions du Président XI Jinping envers les pays africains lors du FOCAC 2024 telles que ; le partenariat pour l'inspiration mutuelle entre civilisations, le partenariat pour la prospérité du commerce, la coopération sur les chaînes industrielles, le partenariat pour l'interconnexion, la coopération pour le développement, le partenariat pour la santé, le développement de l'agriculture au bénéfice de la population, les échanges humains et culturels, le partenariat pour le développement vert et le partenariat pour la sécurité commune. Il a précisé que pour la concrétisation de ses actions, un soutien financier de 50 milliards de dollars se traduira pour couvrir plusieurs domaines développement.

Le directeur général adjoint du département de la Coopération internationale de l'agence chinoise de coopération internationale (Cidca), Li Ming a rassuré que son agence va œuvrer ensemble avec les pays africains pour « concrétiser » les dix actions annoncées par le président XI, lors du FOCAC « Favoriser la mise en œuvre de l'initiative pour le développement mondial est une noble mission », a-t-il apprécié.

Auparavant, le président de l'association de la diplomatie chinoise, Wang Donghua, a souligné que la coopération Chine-Afrique traverse « la meilleure période » de son histoire. Il est enfin d'avis que la vitalité de la relation sino-africaine revêt une signification importante et milite pour la modernisation du sud global, et bâtir une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. ATOP/KAT/AKM/KYA

AU BENIN, L'ALLIANCE DU CAJOU AFRICAIN VEUT RENFORCER LA TRANSFORMATION LOCALE

Cotonou, (RFI) - Jusqu'au 19 septembre 2024, Cotonou, au Bénin, est l'hôte de la 18e conférence annuelle de l'alliance du cajou africain (ACA). Cette association regroupe des entreprises africaines et internationales qui œuvrent à promouvoir une industrie compétitive du cajou en Afrique. Avec environ 130 entreprises membres, l'ACA vise à «

bâtir une industrie durable » et à relever le défi de la transformation locale des noix de cajou.

Quelque 500 délégués échangent sur les moyens de renforcer la transformation sur place car les pays africains, grands producteurs, continuent à exporter une grande partie de leurs récoltes brutes. L'enjeu de la transformation locale est récurrent dans les discussions, notamment lors de la cérémonie d'ouverture, où les orateurs ont insisté sur l'importance de ce processus pour le développement économique du continent.

L'Afrique, premier producteur mondial avec 2 millions de tonnes de cajou, ne transforme qu'environ 10% de sa production, selon la ministre du Commerce du Bénin, Shadiya Assouman. Elle qualifie cette situation de pénalisante : *« C'est une situation amère pour nos États car aucune nation ne peut valablement se développer ni tirer un maximum d'avantages de sa production agricole en exportant systématiquement ses produits bruts. »*

« IL FAUT STOPPER L'EXPORTATION ILLÉGALE »

Pour renverser cette tendance, la ministre a proposé des réformes incitatives, rappelant l'importance du patriotisme, particulièrement pour ceux qui bravent l'interdiction d'exporter. Elle souligne que l'Afrique possède déjà les infrastructures nécessaires pour faire grimper ce faible taux de transformation à 50 %. *« Il faut stopper l'exportation illégale »*, a ajouté un participant.

Aujourd'hui, l'Afrique exporte une grande partie de ses noix de cajou brutes vers des pays comme le Vietnam et l'Inde. André Tandjiékpon, du Conseil international consultatif du cajou, a rappelé que seule la transformation permet de diversifier les marchés : *« Ce n'est que dans la transformation que le marché est plus diversifié, quand vous avez le produit transformé. »*

Une foire agricole et agroalimentaire sera organisée pour clôturer la réunion. Les délégués pourront y admirer et déguster divers produits dérivés du cajou, tels que des amandes grillées, beurrées, salées ou non, ainsi que des jus de pomme de cajou. RFI

TCHAD:

DES PREMIERES INDEMNITES REÇUS PAR LES VICTIMES D'HISSENE HABRE

Paris, (RFI) - Au Tchad, après des années d'attente pour beaucoup dans une misère totale, entre 70 et 80% des près de 10 700 victimes de Hissène Habré ont déjà selon une plate-forme qui regroupe trois associations de victimes de sa présidence entre 1982 et 1990, été indemnisés depuis la mi-février par le gouvernement tchadien, qui a décaissé une somme de 10 milliards de francs CFA. Chaque victime ou ayant-droit a donc reçu une indemnité de quelque 920 000 francs CFA, environ 1 400 euros.

On est loin, très loin, des 150 milliards de francs CFA que la cour criminelle de Ndjamena en 2015 et la cour spéciale africaine de Dakar en 2017 avaient accordé au total aux victimes de Hissène Habré, en guise de réparations pour le préjudice subi.

Les 10 milliards disponibles par le gouvernement tchadien aujourd'hui ne représentent donc qu'un peu plus de 10% des indemnités fixées dans les deux procédures judiciaires, mais c'est un geste très important qui étaient attendus depuis très longtemps par ces victimes.

« Les victimes de Hissène Habré se sont battus sans relâche pendant 25 ans pour que le dictateur et ses sbires soient traduits en justice, rappelle Reed Brody a été l'un des principaux initiateurs du procès Habré. Cet argent ne représente qu'une petite fraction qui leur était attribuée par les tribunaux. Mais pour les victimes qui ont attendu si longtemps et qui sont dans une situation désespérée, ce paiement fait déjà une énorme différence dans leurs vies. »

Le gouvernement tchadien doit faire un effort supplémentaire, car ces 10 milliards ne représentent, toujours selon Reed Brody qu'un cinquième de la somme que devra déboursier l'état tchadien pour l'indemnisation des victimes de Habré. Le reste des 150 milliards ? Le tribunal spécial de Dakar avait chargé l'Union africaine (UA) de créer un fond fiduciaire qui devait mobiliser ces fonds. Mais cela n'a pas encore été fait, huit ans après ce procès. RFI

ÉGYPTE :

VISITE ECLAIR DU SECRETAIRE D'ÉTAT AMERICAIN ANTONY BLINKEN

Africanews - À travers cette visite, la dixième depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas, le 7 octobre 2023, les États-Unis confirment leur rôle majeur de médiateur. Ce mercredi 18 septembre, Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, est arrivé au Caire pour une visite éclair. Au programme, des entretiens avec de hauts dirigeants égyptiens. Le chef de la diplomatie américaine a eu des échanges afin de trouver des solutions concrètes pour un cessez-le-feu durable à Gaza et un retour des otages israéliens détenus par le Hamas.

Après un entretien avec le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi, le secrétaire d'État américain a coprésidé une réunion axée sur le "dialogue stratégique" entre les États-Unis et l'Égypte. Antony Blinken a par la suite tenu une conférence de presse avec son homologue Badr Abdelatty, ministre égyptien des Affaires étrangères.

Le conflit s'intensifie

Ce déplacement intervient alors que les tensions s'intensifient au Moyen-Orient. À la veille de cette visite, des bipeurs piratés ont explosé au Liban, faisant neuf morts et 2 750 blessés, dont plusieurs membres du Hezbollah. Une attaque qui aurait été perpétrée par les forces israéliennes mais aucune confirmation n'a été publiée pour l'heure.

À travers cette visite, Antony Blinken confirme l'implication des États-Unis dans les discussions visant à mettre un terme au conflit. Pour le secrétaire d'État américain, il s'agit du 10^e voyage au Moyen-Orient depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, le 7 octobre 2023.

Africanews

RDC:

**BRUXELLES CONVOQUE L'AMBASSADEUR CONGOLAIS A LA SUITE DE LA
 CONDAMNATION A MORT D'UN BELGE**

Bruxelles, (RFI) - La Belgique ne se résigne pas à la condamnation à mort d'un de ses ressortissants en République démocratique du Congo (RDC). Jean-Jacques Wondo, avec 36 autres, a été condamné vendredi à Kinshasa et, depuis, l'offensive diplomatique bat son plein.

Depuis la condamnation à mort de Jean-Jacques Wondo à Kinshasa, la Belgique ne s'est pas privée de faire part de son irritation extrême même si, à aucun moment, elle ne l'a exprimé publiquement de cette façon. Expert militaire, M. Wondo était jusqu'au 19 mai dernier un collaborateur connu de l'Agence nationale de renseignements (ANR) de RDC. Il a été reconnu par la justice militaire comme étant un « *concepteur* » et « *auteur intellectuel* » de ce qui a été présenté comme un coup d'État manqué.

Officiellement, le ministère des Affaires étrangères « *n'intervient pas sur le fond du dossier dans le cadre du respect de la séparation des pouvoirs et de la souveraineté de chaque État* ». Mais depuis l'arrestation de Jean-Jacques Wondo, il y avait déjà eu de multiples appels de la famille en direction du président congolais Félix Tshisekedi.

Et depuis la condamnation, la ministre belge des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, a appelé son homologue congolaise Thérèse Kayikwamba Wagner dimanche pour exprimer son « *inquiétude* ».

Tout comme l'Union européenne qui évoque un « *recul de l'État de droit* » en RDC, la Belgique se contente de rappeler qu'elle est opposée à la peine de mort, mais ce verdict à l'encontre d'un de ses ressortissants dans un procès très critiqué est très mal reçu, d'autant que « *peu d'éléments (de preuve) ont été fournis lors du procès* ». La Belgique reproche presque ouvertement à la justice congolaise de n'avoir pas « *respecté le droit à la défense* ». RFI

Copyright, ATOP. Tous droits réservés